

démunis, les taux d'analphabétisme et de mortalité infantile et la malnutrition ont régressé sensiblement. L'objectif du gouvernement nicaraguayen a été de concevoir des politiques sociales et économiques pratiques, dans le cadre d'une économie mixte dont le secteur public est la locomotive.

Le FSLN a aussi cherché à établir des structures politiques où seraient représentés les intérêts des classes traditionnellement exclues du pouvoir. Il a encouragé les travailleurs et les paysans à se regrouper en syndicats, les femmes à se doter d'une organisation nationale et les habitants des bidonvilles à faire valoir leurs intérêts. Le FSLN a également orchestré la création et supervisé les opérations des nouvelles forces de défense et de sécurité intérieure. Si cette tendance à l'unipartisme a été généralement bien accueillie dans la population, elle a par contre suscité l'opposition des gens d'affaires, des professions libérales et d'autres groupes dont les intérêts divergent de ceux du gouvernement. Ces tensions ont transpiré lors des élections de 1984. Beaucoup d'observateurs ont estimé que celles-ci avaient été administrées honnêtement et que les résultats (victoire du FSLN avec les deux tiers du vote) représentaient fidèlement l'opinion publique à l'époque.<sup>3</sup> Devant le Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a déclaré : "Il n'y a pas à douter que le peuple du Nicaragua a exprimé son appui massif au gouvernement sandiniste lors des élections." Certains critiques ont contesté cette interprétation.<sup>4</sup>

Pour assurer la sécurité du Nicaragua, le gouvernement a mis sur pied, formé et équipé une nouvelle armée. Au départ, les autorités nicaraguayennes voulaient l'encadrer par des conseillers cubains et l'équiper avec du matériel occidental. Elles ont tenté à plusieurs reprises d'acheter des armes auprès des États-Unis et d'autres pays occidentaux, mais sans grand succès.<sup>5</sup> La France avait conclu un accord avec le Nicaragua prévoyant la livraison d'armements en 1981, mais, cédant aux fortes pressions américaines, elle a refusé de s'engager plus à fond. Le Nicaragua s'est alors tourné vers l'URSS et les autres pays socialistes pour subvenir à ses besoins militaires. Du même coup, les livraisons soviétiques ont grimpé en flèche, et elles ont augmenté régulièrement depuis 1982, ce qui a affaibli la crédibilité de la position non alignée du gouvernement.

Le ralentissement économique, l'imposition du service militaire obligatoire et certaines violations des droits de la personne ont aggravé les tensions sociales dans le pays. Les interventions des services de sécurité ont tendance à être musclées, la presse est souvent censurée, et le journal d'opposition le plus critique a récemment été fermé. Les Indiens Miskitos, qui vivent dans le nord-est du pays, ont été

victimes de la répression gouvernementale en 1981 et 1982, et des factions pro-sandinistes ont usé de tactiques d'intimidation contre certains groupes d'opposition.<sup>6</sup>

Selon les partisans de la révolution nicaraguayenne, il ne faut certes pas passer l'éponge sur ces violations; on doit y voir simplement des tendances autoritaires de la part d'un régime généralement respectueux des droits fondamentaux. Après tout, des groupes d'opposition s'organisent encore au vu et au su du régime, et ils font valoir publiquement leurs opinions. À l'heure actuelle, des partis de toutes allégeances participent à l'élaboration d'une nouvelle constitution. Les négociations entre le gouvernement et les Indiens concernant l'autonomie de ces derniers vont bon train. Malgré quelques incidents, il n'y a pas de persécution religieuse systématique. Les exécutions en masse, les assassinats, les enlèvements, les attaques aériennes contre la population civile et d'autres techniques de répression souvent employées par l'Armée ou des groupes paramilitaires au Salvador et au Guatemala n'ont pas cours au Nicaragua.

L'opposition au régime sandiniste est assez diverse. Les six autres partis qui ont présenté des candidats aux élections de 1984 ont critiqué sans ménagement certaines politiques du FSLN. Ils ont influé sur la rédaction des lois et ils souhaitent que certaines pratiques du régime soient modifiées, mais ils approuvent les structures de base de la révolution.

Toutefois, tel n'est pas le cas de l'organisation qui représente les grosses compagnies, les dirigeants de l'Église catholique, les quatre partis qui ont boycotté les élections, le journal *La Prensa* et une petite fédération syndicale, qui sont tous loin de partager les vues du gouvernement. Ces groupes mènent une campagne intense contre ce dernier et ils refusent de condamner les guérillas qui tentent de renverser le régime.

Ces groupes armés, appelés "contras", sont dirigés par l'Opposition unie du Nicaragua (ONU). Les *contras* n'appartiennent pas tous à cette organisation, mais celle-ci est de loin l'élément le plus influent au sein de l'opposition armée. Elle a officiellement à sa tête des hommes politiques civils et modérés, comme MM. Arturo Cruz et Alfonso Robelo, mais en pratique, ce sont des chefs militaires, tels que M. Enrique Bermudez, ancien attaché militaire à Washington sous Somoza, qui tirent les ficelles. Le haut commandement et les officiers sont pour la plupart d'anciens membres de la Garde nationale de Somoza. Selon les rapports d'Amnistie internationale et d'*Americas Watch*, ces hommes avaient à l'époque planifié et mené une campagne d'une brutalité inouïe, même d'après les normes centraméricaines. Aujourd'hui encore, comme